

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Interdiction de la circulation de et vers 29 wilayas



● CORONAVIRUS EN ALGÉRIE
434 nouveaux cas et 8 décès
P3

SITUATION SANITAIRE

Tebboune a ordonné la révision de la stratégie de communication

P3

DR BEKKAT BERKANI
(MEMBRE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE COVID-19)

“Quand on est en guerre, on fait des plans véritables”
P2

SATURATION DES HÔPITAUX DANS LA WILAYA D'ALGER

La prise en charge des malades mise à rudes épreuves

P2



ECONOMIE AFRICAINE

La BAD prévoit une croissance de 3% en 2021

P5

SIDI ABDELLAH (SITE LPP 2000 LOGEMENTS)

Retrait des attestations d'affectation à partir de demain

P16

SATURATION DANS LES HÔPITAUX DE LA WILAYA D'ALGER

La prise en charge des malades mise à rudes épreuves

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a donné hier des instructions fermes à l'ensemble des gestionnaires des hôpitaux publics de la wilaya d'Alger concernés par la prise en charge des cas affectés par le coronavirus (Covid19).

La réunion avec ces gestionnaires vise à "redynamiser le dispositif mis en place et anticiper sur les capacités de prise en charge des cas de Covid-19", a-t-il indiqué lors de cette réunion à laquelle ont pris part les gestionnaires des Centres hospitaliers universitaires Mustapha-Bacha, Beni-Messous, Bab-El-Oued, Hussein Dey et Douéra, et les directeurs d'établissements publics hospitaliers de Zéralda, Birtraria, Kouba, Ain Taya, Rouiba, El-Harouch et Bologhine, ainsi que les directeurs des établissements hospitaliers spécialisés d'El Kettar, du CPMC (Centre Pierre et Marie-Curie), de Ben Aknoun et de Salim-Zemirli.

Parmi les principales directives qui ont été données aux gestionnaires, figurent notamment le renforcement du dispositif sur le terrain afin d'augmenter les capacités de prise en charge et anticiper sur la saturation des services dédiés au Covid-19, l'augmentation des capacités des lits d'hospitalisation et des lits de réanimation au niveau des structures en les renforçant en équipements et personnels et l'ouverture éventuelle d'autres services et d'autres établissements dans ce cadre. Il s'agit aussi de renforcer les équipes médicales et paramédicales qui, selon le ministre, "sont souvent épuisées".

AIN EL KEBIRA
(SÉTIF)

Décès d'une infirmière de la Covid-19

Une infirmière en poste à l'établissement public hospitalier de santé de proximité (EPSP) de la commune d'Ain El Kebira (27 km au nord de Sétif) est décédée la nuit du mercredi à jeudi suite à une infection au nouveau coronavirus, a-t-on appris des responsables du secteur. Agée de 48 ans, l'infirmière est décédée au service de réanimation du CHU Mohamed Abdennour-Saâdna où elle avait été admise mardi après la dégradation de son état de santé, a-t-on souligné de même source. La défunte, qui sera inhumée après la tenue d'un rassemblement de recueillement à sa mémoire et l'accomplissement de la prière mortuaire dans la cour du CHU, se trouvait au premier rang de la lutte contre le coronavirus depuis son apparition dans la wilaya, selon la même source. Ce décès est le second en 24 heures dans les rangs des blouses blanches après celui du chef du service des urgences du même CHU, inhumé hier mercredi au cimetière Sidi Hidar de Sétif. Le directeur de la santé et de la population de wilaya, Salim Rekam, avait fait état dimanche, dans une déclaration à l'APS, de 155 cas de la Covid-19 enregistrés parmi les personnels du secteur de la santé ayant fait deux décès.

R.N.



Le ministre a exhorté également les gestionnaires des hôpitaux publics de la wilaya d'Alger à l'effet de mobiliser l'ensemble du personnel médical et paramédical, toutes spécialités confondues, pour renforcer les équipes de praticiens au niveau des services dédiés à la prise en charge des malades du Covid 19, en associant les praticiens volontaires du secteur para-public et libéral, ainsi

que les professionnels de santé traités qui se proposent pour intégrer le dispositif de lutte. Il a appelé, en outre, à "veiller à l'application des instructions concernant le soutien psychologique du personnel et l'organisation de rotations continues de repos des effectifs pour éviter l'épuisement du personnel soignant".

M. Benbouzid a souligné aussi la nécessité de solliciter éventuel-

lement le secteur privé pour le renforcement en lits d'hospitalisation, équipements et personnels, tout en veillant à la continuité de l'activité des services essentiels et la prise en charge des citoyens pour les autres pathologies. Le ministre a, enfin, rendu un hommage appuyé aux différentes équipes de la santé qui "ne ménagent aucun effort sur le terrain".

R.N.

UNIVERSITÉ

Un protocole sanitaire provisoire présenté aux partenaires sociaux

Un protocole provisoire visant la gestion de la fin d'année universitaire et la rentrée 2020/2021 dans un contexte marqué par la pandémie du coronavirus, a été présenté jeudi à Alger par aux partenaires sociaux, lors d'une réunion présidée par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Nouredine Ghouali. Ce protocole provisoire, qui devra être enrichi avant la fin de la semaine prochaine par les syndicats des enseignants et des travailleurs et des organisations estudiantines, explique en détail les points importants sur lesquels les chefs d'établissements doivent se baser pour l'organisation de la reprise des enseignements et de la pédagogie dans ses différentes facettes (évaluation, concours et examens) dans un environnement marqué par la pandémie du coronavirus.

Selon ce protocole, les chefs d'établissements sont habilités à apprécier la situation propre à leurs établissements et à prendre les mesures idoines et ce, en se basant sur le mode opératoire "cadre" et également en se concertant avec les responsables pédagogiques, ceux des œuvres universitaires et avec le soutien des autorités locales. Une fois le document enrichi notamment par

les représentants des étudiants, des réunions de travail techniques détaillées seront programmées la semaine prochaine avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour le soumettre par la suite aux hautes autorités notamment au Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus, a précisé

M. Ghouali. Le ministère propose, entre autre, l'organisation des enseignements à distance (cours et travaux dirigés) pour terminer l'année en cours, la réservation de l'enseignement en partie lorsque les conditions le permettent (les sections ou groupes des étudiants sont établis de manière nominative et bien programmés) et la réduction du temps pédagogique (1h pour les cours, 1h pour les TD et 2h pour les travaux pratiques). Il est recommandé également concernant le transport une charge maximale de 25 étudiants par bus en assurant plusieurs rotations par jour jusqu'à 18h. Les œuvres universitaires mettront à la disposition des étudiants plus de 6 000 bus.

M. Ghouali a aussi évoqué, lors de la réunion, l'amélioration du dispositif de l'enseignement à distance (EAD) à partir de l'année 2020/2021, précisant que 72 000

cours couvrent l'ensemble des matières à enseigner tous cycles confondus. "L'idéal consisterait de confectionner une base de données contenant l'ensemble de ces enseignements mis en ligne selon les standards pédagogiques propres aux pratiques pédagogiques de l'EAD", a-t-il dit. "Toutefois, et comme le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CE-RIST) et l'Université de la formation continue (UFC), ne peuvent réaliser, à brève échéance, ce volume d'enregistrement et sa diffusion, le ministère propose de réaliser une base de données nationale de cours référentiels pour l'EAD au profit des étudiants des premières années de licence qui représentent le nombre de 368 000, soit 24% de l'effectif total des étudiants", a indiqué le même responsable. Concernant les inscriptions administratives des nouveaux bacheliers, il a fait savoir que le protocole provisoire propose une procédure d'inscription à distance. Enfin, pour ce qui est des mesures sanitaires, il est suggéré la prise de température systématiquement à l'accès de l'université, le port obligatoire du masque, ainsi que la mise à disposition de gel hydroalcoolique.

R.N.

DR BEKKAT BERKANI
(MEMBRE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE COVID-19)

«Quand on est en guerre, on fait des plans véritables»

Responsables locaux, cellule de suivi de la pandémie, ministère de la Santé, personnels de santé, tous ont été pointés du doigt par le Dr Bekkat Berkani, pour leur responsabilité, plus ou moins défaillante dans la gestion de la pandémie de la covid-19. «Quand on est en guerre, on fait des plans véritables et applicables sur le terrain. Il ne suffit pas de se réunir et de faire des vœux pieux, et les responsabilités sont à trouver [...] que ce soit du gouvernement, de la commission de lutte contre le Covid-19 et d'autres », a tonné, jeudi, le Dr Mohamed Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus.

Au niveau local : « on a laissé faire »

« L'exécution sur le terrain dépend de l'autorité locale. Le wali, qui est dépositaire de l'autorité de l'Etat, doit agir en fonction de tout ce qui a été décidé par le gouvernement. C'est clair que ce transfert de responsabilité, aujourd'hui il y a une faille quelque part que ce soit au niveau politico-administratif mais aussi au niveau sanitaire », a-t-il déclaré. Il ne s'agit pas pour lui d'un échec de la stratégie comme pensée au niveau central. Le problème, c'est dans la chaîne d'application, de haut en bas. « L'exécution sur le terrain dépend de l'autorité locale. Le wali, qui est dépositaire de l'autorité de l'Etat, doit agir en fonction de tout ce qui a été décidé par le gouvernement. C'est clair que ce transfert de responsabilité, aujourd'hui il y a une faille quelque part que ce soit au niveau politico-administratif mais aussi au niveau sanitaire », a-t-il affirmé les ondes de la radio Nationale (Chine III). Dans ce sens, Berkani est allé jusqu'à accuser les responsables locaux, politico-administratifs et sanitaires, « de laisser faire ».

Au niveau national

Sur le plan national, l'intervenant n'est pas allé avec le dos de la chaudière. Le ministre a sa part de responsabilité, qui est chargé « de gérer les structures de santé. Les structures de santé, elles, ont la responsabilité de mettre les moyens au niveau du personnel de santé ». Il y a aussi la cellule qui a été installée pour l'observation de cette épidémie : il faut qu'elle rende des comptes. « Elle a obligation de résultats, qu'en est-il aujourd'hui ? Ça suffit maintenant de dire "ce n'est pas moi, c'est lui", a-t-il asséné. Ajoutant, sans détour : « Voilà le résultat, avec une augmentation exponentielle du nombre de cas et les citoyens qui deviennent de plus en plus préoccupés ».

Les professionnels de la santé

Le Dr Bekkat Berkani a également mis en lumière les dysfonctionnements constatés sur le terrain par les professionnels de santé, notamment l'absence de moyens de lutte fournis par l'Etat pour lutter contre le coronavirus. « Il est inadmissible que l'on manque d'oxygène. Il est inadmissible que l'on manque de moyens de protection alors que nous avons passé des mois à dire que nous recevons des moyens de protection de la part de la Chine. Où sont-ils ? Où sont les tests rapides ? Tout ça, c'est une question d'organisation. Il fallait et il faut revenir à cet aspect basique de lutte contre l'infection, sinon les choses deviennent tout à fait incontrôlables », a-t-il dénoncé dans ce cadre.

Synthèse : Sid Ali

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Interdiction de la circulation de et vers 29 wilayas

Lors de la séance de travail présidée jeudi à Alger par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et consacrée à l'examen de la situation sanitaire dans le pays à la lumière de l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 dans nombre de wilayas, plusieurs mesures ont été décidées pour "garder la situation sous contrôle".

Après l'audition des exposés des walis d'Alger, d'Oran, de Biskra, de Sétif et d'Ouargla, il a été décidé l'institution d'une assurance spéciale, à la charge de l'Etat, en faveur de tous les médecins et autres personnels de la Santé publique, directement concernés par la lutte contre la pandémie ainsi que l'autorisation de l'ensemble des laboratoires, publics et privés, à effectuer les analyses de dépistage du Covid-19 en vue de réduire la pression sur l'Institut Pasteur et ses annexes dans toutes les wilayas. Les mesures prises concernent, en outre, l'implication des comités de quartiers et des associations de la société civile dans les initiatives des walis pour l'encadrement des citoyens, l'octroi aux walis des prérogatives de réquisition des moyens disponibles pour une exploitation optimale et la consolidation des stocks permanents de moyens de dépistage et d'oxygène médical avec un suivi quotidien au niveau de chaque wilaya. Par ailleurs, la réunion a conclu à l'interdiction pour une se-



maine, à compter de ce vendredi, de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers les 29 wilayas suivantes : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbes,

Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaia, Adrar, Laghouat et El Oued. Dans le même contexte, il a été décidé l'interdiction du transport urbain public et privé durant les week-ends, à compter de demain vendredi, au niveau des

29 wilayas impactées. Il s'agit également de la désinfection des rues et marchés plusieurs fois par jour outre la réquisition des médecins des entreprises et sociétés en arrêt d'activité en contrepartie d'incitations financières, le cas échéant.

R.N.

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES DE L'UE

La France a décidé d'exclure l'Algérie

La France a décidé, à l'instar d'autres pays de l'Union européenne, d'exclure l'Algérie de la liste des pays dont les ressortissants peuvent entrer sur son territoire.

En effet, dans un communiqué rendu public ce jeudi 9 juillet, le Consulat Général de France à Alger a annoncé que « les restrictions d'entrée sur le territoire français depuis une frontière extérieure à l'espace Schengen demeurent en vigueur s'agissant des personnes résidentes en Algérie. » « Le Gouvernement français, à l'instar d'autres pays de l'espace Schengen, a décidé le 1er juillet de ne pas faire figurer l'Algérie dans la liste des pays ne faisant plus l'objet des restrictions d'entrée en France motivées par la prévention du risque lié à l'épidémie de Covid-19. Les restrictions d'entrée sur le territoire français depuis une frontière extérieure à l'espace Schengen demeurent donc en vigueur s'agissant des personnes résidentes en Algérie », lit-on dans le communiqué.

Rappelons que fin juin dernier, les pays de l'UE ont décidé de rouvrir leurs frontières à 15 pays parmi lesquels figurait l'Algérie. Mais, en raison de la recrudescence ces derniers jours de la pandémie du coronavirus en Algérie, plusieurs pays, dont l'Allemagne et l'Espagne, ont décidé d'exclure l'Algérie de la liste. La liste validée par les 27 pays de l'UE comprenait : l'Algérie, l'Australie, le Canada, la Géorgie, le Japon, le Monténégro, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, le Rwanda, la Serbie, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Tunisie et l'Uruguay ainsi que la Chine, avec comme condition pour ce dernier pays d'ouvrir également ses frontières aux ressortissants européens. Il est également utile de rappeler que le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait décidé en juin de maintenir les frontières du pays fermées jusqu'à ce que la crise sanitaire soit dépassée. Les frontières de l'Algérie sont fermées depuis la mi-mars dernier.

R.N.

SITUATION SANITAIRE

Tebboune a ordonné la révision de la stratégie de communication

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays à la lumière de la hausse du nombre de cas de Covid-19 dans plusieurs wilayas, indique un communiqué de la Présidence.

Outre le Premier ministre, ont pris part à cette séance de travail, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le ministre de l'Industrie pharmaceutique ainsi que le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), les walis de la République d'Alger, Oran, Biskra, Sétif et Ouargla et les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus.

Le président de la République a exprimé son inquiétude face au nombre croissant des cas de Covid-19, ce qui a induit une saturation des structures sanitaires dans certaines wilayas, aggravée par une mauvaise ré-

partition des moyens entre hôpitaux, notamment en termes de nombre de lits disponibles. Une situation qui s'est répétée sur la qualité de la prise en charge des malades. Exprimant son étonnement face à une telle situation en dépit de la disponibilité de lits, le président de la République a cité le cas de la capitale où, sur les 5 700 lits que totalisent les 13 hôpitaux, 643 lits seulement sont réservés aux malades du Covid-19. Le Président a affirmé que si la responsabilité des gestionnaires locaux était établie en raison de l'absence de coordination entre eux, et parfois même avec leur tutelle, il n'en demeure pas moins qu'elle est partagée avec les citoyens, qui n'observent pas les mesures de prévention, suivies de par le monde.

Relevant deux tendances dans la société : une catégorie de citoyens, qui plaide pour le renforcement des mesures, voire pour un reconfinement total et une autre qui s'obstine dans la négligence des mesures préventives, le Président Tebboune a ordonné la révision de la stratégie de communication

basée sur la simple énonciation des chiffres. Une stratégie, a-t-il estimé, qui doit plutôt s'appuyer à des explications plus pertinentes à travers les Radios locales et des messages plus éloquents pour sensibiliser les citoyens aux dangers du non-respect de la distanciation physique et des mesures de prévention dans les lieux de rassemblement. Il a réitéré, dans ce sens, ses instructions de durcissement des sanctions à l'encontre des contrevenants. Par ailleurs, le Président a souligné que l'objectif de cette réunion était de cerner les lacunes enregistrées en termes de distribution des équipements médicaux et d'actes de consultation et de dépistage, et d'en situer les responsabilités pour prendre les mesures urgentes afin de pallier à ces dysfonctionnements et rassurer ainsi le citoyen. A ce propos, le président de la République a appelé à adopter une stratégie permettant la prise en charge des malades au niveau de leurs wilayas pour désengorger les établissements hospitaliers à grande affluence.

Synthèse : R.N.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

434 nouveaux cas et 8 décès

Le bilan des nouvelles contaminations au coronavirus repart à la baisse en Algérie, avec l'enregistrement de 434 nouveaux cas confirmés et 8 nouveaux décès. Le nombre total de cas confirmés passe ainsi à 18 242 personnes réparties sur les 48 wilayas et celui des décès passe à 996 morts, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

S'exprimant lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr Fourar a précisé que le nombre de personnes guéries a atteint 12 637, dont 487 au cours des dernières 24 heures.

ALGÉRIE-FRANCE

Tebboune reçoit un appel téléphonique de Macron

Le président Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, indique un communiqué de la Présidence de la République.

« L'entretien, qui s'en est suivi, a permis aux deux Présidents de passer en revue un certain nombre de questions inscrites à l'agenda bilatéral, notamment celles liées à la mémoire et au centre desquelles s'est retrouvée celle de la restitution, le 3 juillet dernier, des vingt-quatre restes de combattants de la résistance algérienne comme ceux qui demeurent encore à rapatrier et du besoin de travailler à la réconciliation des mémoires des peuples des deux pays », précise le communiqué publié via l'agence officielle.

Tebboune et Macron ont eu également l'occasion de s'entretenir de la situation prévalant dans la région, notamment en Libye et au Sahel, selon le communiqué. Le président Tebboune, comme son homologue français, « sont convenus de maintenir la coordination et la concertation entre les deux pays, en tant qu'acteurs incontournables dans la région, et de lancer un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir des solutions politiques aux crises qui y prévalent », conclut la même source.

R.N.

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4ème région militaire

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé jeudi le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4ème région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan Alaïmia. "Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4ème région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan Alaïmia", lit-on dans le communiqué. "Le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a également signé un décret mettant fin aux fonctions du général-major Omar Tlemsani en qualité de chef d'Etat-major des forces terrestres de l'ANP", a ajouté la même source.

APS

BOUIRA

"La situation est préoccupante"

La situation liée au Covid-19 "est préoccupante dans la wilaya de Bouira", où le nombre de cas ne cesse d'augmenter chaque jour, a mis en garde jeudi le directeur de la santé publique (DSP), Mohamed Main.

Dans une déclaration à l'APS, M. Laib a qualifié même d'alarmant le rebond de la pandémie" qui, selon lui, est dû à un relâchement dans le respect du confinement et des autres mesures barrières de prévention.

"La situation sanitaire est préoccupante à Bouira. Le nombre de cas a grimpé depuis la fin du mois de mai en raison d'un relâchement dans le respect des mesures de protection et de prévention", a averti le DSP.

Depuis le début de la pandémie, les structures de santé utilisaient uniquement 30 lits pour la prise en charge des malades. Actuellement, le nombre de lits d'hospitalisation occupés dépasse les 300 lits. "Cela est préoccupant et les gens doivent rendre compte de la gravité de la situation", a insisté M. Laib. "Ce chiffre de 300 lits atteindra jusqu'à 400 en une semaine. Donc le taux d'augmentation de cas est considérable", a souligné le même responsable.

Pour sa part, Arezki Malki, responsable à la DSP de Bouira, a tiré la sonnette d'alarme sur la situation qu'il a qualifiée d'"alarmante" en raison d'un relâchement dans le respect des normes de sécurité



et de prévention. "La situation risque une saturation, dont tous les lits de réanimation et ceux d'hospitalisation sont occupés et le nombre de cas ne fait qu'augmenter chaque jour. Les populations doivent savoir le degré de la gravité de la situation", a estimé M. Malki.

Par ailleurs, le personnel soignant fait face à une pandémie, qui a causé, selon M. Malki, plus de 20 cas dans les rangs des équipes soignantes. M. Malki s'est dit également

inquiet face à l'épuisement du personnel médical et paramédical. "Cela peut aussi influencer sur les efforts de résistance et de soin", a-t-il dit.

Face à cette ampleur, les autorités de la wilaya ont durci davantage les mesures de prévention. Sur de fermes instructions du wali Lakkhal Ayat Abdeslam, des brigades mixtes effectuent chaque jour des contrôles inopinés à travers les différentes villes de la wilaya pour surveiller le com-

portement des commerçants vis-à-vis du plan de prévention mis en place. "Je veux des contrôles rigoureux et quotidiens.

Les brigades mixtes doivent assurer ce contrôle pour réprimer et punir tout mauvais comportement ou violation des mesures de prévention", a insisté M. Lakkhal Ayat lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

R.N

OUARGLA

Confinement partiel dans toutes les communes

Un confinement partiel sera imposé à compter d'aujourd'hui prochain, de 17h00 au lendemain à 05h00, dans toutes les communes de la wilaya de Ouargla pour une durée de quinze (15) jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre l'expansion de la Covid-19, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

"En application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant mesdames et messieurs les walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au

confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et au vu de l'évolution de la situation épidémiologique à Ouargla, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe l'ensemble des citoyens qu'avec l'accord des autorités publiques compétentes, un confinement partiel sera imposé à compter de samedi 11 juillet

2020, de 17:00 au lendemain à 05:00, dans toutes les communes de la wilaya de Ouargla, et ce pour une durée de quinze (15) jours", précise le communiqué.

Ce confinement partiel impliquera "un arrêt total" de toutes les activités commerciales, économiques et sociales, y compris la suspension du transport des voyageurs et de la circulation des voitures, ajoute la même source.

R.N

EL TARF

Les Communes d'El Kala et d'Echatt confinées

Un confinement partiel d'une durée de 15 jours a été décidé à compter de ce jeudi, de 19 heures à 5 heures, dans les deux communes d'El Kala et d'Echatt (wilaya d'El Tarf), indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. "Conformément aux dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion du Covid-19,

notamment son article 3 obligeant les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et vu l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya d'El Tarf, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire porte à la connaissance de l'ensemble des citoyens, qu'après approbation des autorités pu-

bliques compétentes, un confinement partiel est imposé à compter de ce jeudi 9 juillet 2020, de 19 heures à 5 heures le lendemain, dans les communes d'El Kala et d'Echatt, et ce pour une durée de quinze jours", précise la même source.

Ce confinement partiel impliquera pour les deux communes suscitées un arrêt total de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures, a conclu le communiqué.

R.N

TIPASA

Confinement partiel de 13h00 à 5h00 dans 10 communes

Un confinement partiel est imposé à compter d'hier, de 13h00 au lendemain à 05h00, dans dix (10) communes de la wilaya de Tipasa pour une durée de dix (10) jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Cette mesure concerne les communes suivantes : Tipasa, Nador, Ain Tagourait, Koléa, Hatatba, Meurad, Hadjout, Khemisti, Bourkika et Bousmail, ajoute la même source. Ce confinement partiel impliquera "un arrêt total" de toutes les activités commerciales, économiques et sociales, y compris la suspension du transport des voyageurs et de la circulation des voitures, précise le document. Cette mesure intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 07 Dhou El Kaâda 1441, correspondant au 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant mesdames et messieurs les walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et au vu de l'évolution de la situation épidémiologique prévalant dans la wilaya de Tipasa", conclut le document.

R.N

BIRTOUTA (ALGER)

Vente interdite des moutons dans les lieux publics

Trois communes de la circonscription administrative de Birtouta (Birtouta, Tessala El Merdja et Ouled Chbel) ont décidé, jeudi, d'interdire la vente des moutons dans les lieux publics et les rues, en vue d'endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger. La commune de Birtouta a décidé "l'interdiction stricte de la vente des moutons dans les rues, places et lieux publics à travers le territoire de la commune, et ce du 8 juillet au 6 août prochain", lit-on dans un communiqué publié sur la page Facebook de la wilaya. La commune d'Ouled Chbel a également décidé "d'interdire la vente des moutons au niveau des espaces publics à travers le territoire de la commune". De même, la commune de Tessala El Merdja a décidé "l'interdiction temporaire de la vente du bétail dans les lieux publics (places publiques, chaussées, propriétés publiques, lots de terrains publics, agglomérations et autres...)" et dans les espaces privés dont les points de vente autorisés ou non autorisés à travers le territoire de la commune". Toute infraction à ces décisions entraînera des poursuites pénales, conformément aux lois en vigueur, conclut le communiqué.

R.N

APRÈS SÉTIF

Tipaza, Ourgla et El Kala confinent

A l'approche de l'Aïd El Adha, le risque est grand de voir la propagation du coronavirus échapper à tout contrôle. La vente des moutons sur est interdite de fait dans les lieux publics. Par ailleurs, après les 18 communes de Sétif, des décisions de confiner les quartiers où le virus circule le plus ont été prises par le ministère de l'intérieur, en plus des restrictions au niveau national.

PÉTROLE

Le prix moyen de l'Opep progresse à 43,44 dollars

Le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts a progressé à 43,44 dollars mercredi, selon les données publiées jeudi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.



Le panier de référence de l'Opep (ORB), qui comprend le pétrole algérien (le Sahara Blend) a atteint 43,15 dollars mardi, précise la même source. Les cours de l'or noir avaient terminé en légère hausse mercredi. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a pris 21 cents, ou 0,5%, pour finir à 43,29 dollars, tandis qu'à New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août s'est apprécié de 28 cents, ou 0,7%, pour clôturer à 40,90 dollars.

Les prix de pétrole ont été soutenus par une baisse des stocks d'essence aux Etats-Unis, pre-

mier consommateur mondial d'or noir.

Les réserves d'essence ont baissé de 4,8 millions de barils lors de la semaine se terminant le 3 juillet, signe que la demande est repartie de l'avant, selon le rapport hebdomadaire du département américain de l'Energie sur les stocks de produits pétroliers dans le pays.

Du côté de l'Opep et ses partenaires, l'application de l'accord de réduction de la production pétrolière est à sa seconde phase portant une baisse de 9,6 mb/j.

Une nouvelle réunion du Comité ministériel mixte de suivi de l'accord Opep-non Opep

(JMMC) est attendue pour la semaine prochaine par vidéo conférence, sachant que dans le cadre du mécanisme de la compensation, adopté lors des dernières réunions de l'Opep, les pays concernés ont été invités à rattraper les écarts en juillet, août et septembre 2020.

Pour rappel, le JMMC a été créé à la suite de la 171ème Conférence ministérielle de l'Opep du 30 novembre 2016 et de la "Déclaration de coopération" de la réunion ministérielle mixte OPEP-pays non membres de l'Opep tenue le 10 décembre 2016 à Vienne.

Ce Comité est chargé de veil-

ler à ce que ces objectifs soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production du pétrole des pays Opep et non Opep. Ce Comité facilite également l'échange d'analyses et de perspectives conjointes, ce qui fournit une contribution précieuse à l'évaluation du processus de conformité.

Le JMMC est composé de sept membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Organisation (Russie et Kazakhstan).

R.E

CRISE ÉCONOMIQUE AU LIBAN

"La situation devient rapidement incontrôlable"

La situation au Liban, en proie à la pire crise économique de son histoire, "devient rapidement hors de contrôle", a alerté vendredi le Haut Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet.

Certains des Libanais les plus vulnérables "risquent de mourir de faim en raison de cette crise", a déclaré Michelle Bachelet dans un communiqué, ajoutant: "nous devons agir immédiatement avant qu'il ne soit trop tard".

Mme Bachelet a lancé un appel au gouvernement et aux partis politiques libanais pour qu'ils mettent en œuvre des "réformes urgentes" et répondent "aux besoins essentiels de la population tels que la nourriture, l'électricité, la santé et l'éducation".

"La crise économique, couplée à l'épidémie de Covid-19, a touché toute la société. Beaucoup ont perdu leur travail, ont vu leur épargne disparaître sous leurs yeux, et ont perdu leurs maisons", a-t-elle déploré. "Et comme souvent dans ce genre de situation, ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui souffrent le plus", a-t-elle souligné. Le petit pays du Proche-Orient vit la pire crise économique de son histoire, aggravée par la pandémie mondiale de Covid-19 et un contexte politique délicat.

Ces derniers mois, des dizaines de milliers de Libanais ont été licenciés ou ont subi des coupes salariales. La monnaie nationale libanaise est en chute libre, de même que le pouvoir d'achat. Et les épargnants n'ont pas libre accès à leur argent, les banques ayant imposé des restrictions draconiennes sur les retraits et les transferts à l'étranger à cause de la pénurie du dollar. Les dirigeants libanais eux-mêmes sont accusés de "profiter d'un système gangrené par le clientélisme et la corruption".

Parmi les plus fragiles se trouvent quelque 1,7 million de réfugiés, en majorité syriens, et 250.000 travailleurs immigrés, qui ont perdu leur emploi et se retrouvent sans abri, a rappelé Mme Bachelet. "Il est important en cette période difficile de réévaluer la façon dont nous traitons les migrants", a-t-elle déclaré, appelant à la protection de tous "quelle que soit leur origine ou leur statut".

R.E

ECONOMIE AFRICAINE

La BAD prévoit une croissance de 3% en 2021

L'Afrique devrait connaître un rebond de sa croissance économique de 3% en 2021 contre -3,4% dans le pire des scénarios pour 2020 si la crise pandémique n'est pas jugulée, selon la Banque africaine de développement (BAD).

Près de 49 millions d'Africains pourraient être plongés dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, où la pandémie continue de se propager, ajoute la BAD dans un supplément à son rapport annuel sur les "Perspectives économiques en Afrique 2020".

En outre, l'institution financière basée à Abidjan prévient que les perspectives de croissance pour 2021 et au-delà dépendraient largement de l'efficacité des gouvernements africains à aplatir la courbe de l'épidémie et des politiques de réouverture des économies.

Dans ce contexte, peut-on lire, les gouvernements et les partenaires au développement doivent intervenir de manière mieux coordonnée, plus ciblée et plus rapide pour limiter effi-

acement les répercussions de la crise de la Covid-19, fait observer la BAD. Les activités économiques peuvent être relancées progressivement sur la base des risques de transmission des différents secteurs, indique le rapport qui relève que sur le plan clinique, seuls 21 des 54 pays d'Afrique ont les moyens de faire face aux épidémies.

Le supplément fait ressortir que la courbe de la pandémie en Afrique est en train de s'aplatir progressivement. Cependant, compte tenu des insuffisances des systèmes de santé et de la protection sociale, le virus reste une menace pour les vies humaines.

Selon le rapport de la Banque, l'Afrique pourrait perdre entre 145,5 milliards et 189,7 milliards de dollars américains de croissance en 2020. Cela affecterait les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté car on estime que 49 millions d'Africains pourraient être poussés dans la pauvreté, avec environ 30 millions d'emplois sur le point de disparaître.

R.E

AMÉRIQUE LATINE

La pandémie pourrait créer 45 millions de nouveaux pauvres

La pandémie de Covid-19 pourrait faire basculer dans la pauvreté 45 millions de personnes figurant actuellement dans des classes sociales intermédiaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, a averti jeudi l'ONU.

"Dans un contexte d'inégalités déjà criantes, de taux élevés de travail informel et de fragmentation des services de santé, les populations et les individus les plus vulnérables sont une fois de plus les plus touchés", a déploré dans un communiqué le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Devenue l'épicentre de la pandémie, la région recense plus de trois millions de cas de Covid-19, dont plus de la moitié au Brésil, selon un bilan établi cette semaine par des médias à partir de sources officielles.

Les autres pays les plus touchés sont le Mexique, le

Pérou et le Chili. Selon le responsable de l'ONU, qui a publié une synthèse consacrée aux conséquences de la pandémie en Amérique latine, la chute du PIB pour cette région atteindra 9,1%, la pire en un siècle.

L'impact économique sera d'autant plus dévastateur que la pandémie touche la région après sept ans de faible croissance, et alors que de profondes inégalités persistent avec des millions de personnes sans couverture médicale ou eau potable, note l'ONU.

Les Nations unies s'attendent à ce que le taux de pauvreté augmente de 7% en 2020, soit une hausse de 45 millions de personnes, pour un total de 230 millions de pauvres, représentant ainsi 37,2% de la population vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'extrême pauvreté devrait aussi augmenter de

4,5%, soit quelque 28 millions de personnes, pour toucher un total de 96 millions d'individus (15,5% de la population).

Ces personnes vont être "menacées de faim", a déclaré à des journalistes Alicia Barcena, une responsable de l'ONU. L'ONU estime que pour faire face à la crise et aider les pauvres, les gouvernements doivent fournir un revenu de base d'urgence et des subventions contre la faim.

Dans la région, cela implique une moyenne de 140 dollars par mois et par personne, précise l'Organisation. Antonio Guterres demande aussi à la communauté internationale de "fournir des liquidités, une assistance financière et un allègement de la dette" à l'Amérique latine et aux Caraïbes.

R.E

BOUMERDES (CAP DJINET)

Près de 640 foyers raccordés au réseau de gaz

Près de 640 familles de Ouled Bounoua dans la commune de Cap Djinet à l'est de Boumerdes, ont bénéficié, jeudi, d'une opération de mise en service du réseau de gaz naturel, a-t-on constaté.

"C"ette mise en service a été organisée dans le cadre du programme de célébration du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse", a indiqué le wali, Yahia Yahiatene, en marge d'une visite d'inspection dans plusieurs communes de la wilaya.

Cette mise en service, fortement saluée par les familles bénéficiaires, s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement global visant la réalisation de 6.500 raccordements au réseau de gaz naturel, au niveau des quatre communes de la daïra de Bordj Menail (Bordj Menail, Zemmouri, Legata et Cap Djinet) pour une enveloppe de plus de 1,2 milliard de DA.

Selon les explications fournies, sur place, au wali, un autre projet de raccordement au gaz naturel de près de 9.400 foyers, répartis sur 12 sites relevant des communes de Khmiss El Khechna, Baghlia, et Boudouaou (à l'ouest et au nord de Boumerdes), sera mis en service avant la fin du premier semestre 2021. Le taux d'avancement de ce projet est actuellement estimé à 65%, a-t-on appris lors de cette même visite.

Le taux de raccordement de la wilaya de Boumerdes au réseau de gaz naturel, dépassera les 99% à la fin 2020. Cela permettra de doubler le nombre de foyers



raccordés estimé actuellement à près de 111.000, est-il signalé, par ailleurs.

Le wali a inspecté, à l'occasion, le chantier de bitumage de la voie d'évitement de la ville des Issers (Est de Boumerdes), sur une distance de 12 km, et de la route reliant la région d' "

Ouled Ali " à celle de" Draa Ben Hedhoume " sur 5 km.

Il a, également, visité le projet de réaménagement du chemin de wilaya (CW) N 25, dans la ville de Thenia.

Au chef-lieu de wilaya, le chef de l'exécutif a inspecté le chantier du

projet d'évitement de la ville, sur une distance de 10 km, les travaux d'aménagement externes et de voiries et réseaux divers (VRD) du site des 150 logements sociaux participatifs de la région de "Mermala" de la même commune.

SKIKDA (RAMDANE DJAMEL-COLLO)

Mise en exploitation de la ligne électrique à haute tension

La ligne électrique à haute tension (HT) 60 Kv, réalisée pour alimenter le transformateur de la commune de Collo depuis celui de la commune de Ramdane Djamel (Skikda), a été mise en exploitation jeudi, apprend-on auprès de la Direction de wilaya de l'énergie. L'entrée en exploitation de cette ligne, transportée par 186 pylônes électriques sur une distance de 56 km, est susceptible d'assurer l'approvisionnement en électricité du poste transformateur de la commune de Collo (30/60 kilovolts), a indiqué la même source. Aussi, cette ligne à haute tension a été réalisée dans le but de prévenir d'éventuelles pannes pouvant causer des coupures dans l'alimentation par cette énergie dans la région Ouest de la wilaya dont l'approvisionnement est assuré à partir du transformateur de la commune de Ramdane Djamel, a-t-on expliqué, précisant que cette nouvelle ligne permet d'assurer la continuité de service. Les travaux de réalisation de cette ligne, lancés en 2015, ont accusé un retard en raison d'un litige entre le maître d'ouvrage et un propriétaire terrien sur l'itinéraire des pylônes, a-t-on souligné. Selon la Direction de wilaya de l'énergie, l'extension de cette ligne à haute tension a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 336 millions de dinars, signalant que cette opération contribuera à alimenter en électricité 56.000 abonnés résidant dans 13 communes des daïras de la région Ouest de Skikda, à savoir Collo, Zitouna, Tamalous, Ouled Attia et Ain Kechra.

TÉBESSA (PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE)

Réception de plusieurs nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa sera renforcé, à la prochaine rentrée scolaire 2020-2021 par la réception et la mise en exploitation de plusieurs nouveaux établissements scolaires, tous cycles confondus, a indiqué jeudi, le directeur des équipements publics, Badreddine Khairi.

"De nouveaux établissements scolaires seront mis en exploitation dans plusieurs communes dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation des écoliers et réduire la surcharge dans les classes", a précisé le même responsable, lors d'une

réunion tenue au siège de la wilaya consacrée à la préparation de la prochaine rentrée scolaire.

A cet effet, 17 nouveaux groupes scolaires seront réceptionnés à travers plusieurs communes "lors de la rentrée et avant la fin de l'année en cours", a fait savoir le responsable, ainsi que 6 salles d'extension au chef lieu, à Bekkaria et El-Kouif, et une cantine scolaire de 200 couverts/jour à Bir El-Ater.

Aussi, 3 nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) seront mis en service dans les

communes de Bir El-Ater, Ouanza et Tébessa, a ajouté le même responsable, ainsi que 3 nouvelles demi-pension à Tébessa et Ouanza, et 18 salles de classe à Bir El-Ater, Chérea, Boulhaf Dyr.

En outre, deux nouveaux lycées seront ouverts dans le nouveau pôle urbain "Douken" au chef lieu et le nouveau pôle urbain dans la commune de Boulhaf Dyr, ainsi qu'une salle de sport à Ouanza et une unité de soin et de suivi (UDS) à Chérea.

Pour sa part, le wali, Atallah Moulati, a souligné la nécessité

d'accélérer les travaux des projets en chantier notamment dans les zones enclavées et éloignées.

Le même responsable a instruit les P/APC des communes de la wilaya à l'effet d'assurer l'entretien des bus du transport scolaire, et de relever "tout déficit" dans le volet du transport scolaire afin de le soumettre au ministère de tutelle.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa comprend actuellement 595 établissements scolaires, dont 413 écoles primaires, 109 CEM et 73 lycées.

TÉBESSA/ COVID-19

Fermeture temporaire des marchés et points de ventes du bétail

Un arrêté portant fermeture immédiate, à titre temporaire, de tous les marchés et points de vente du bétail dans la wilaya de Tébessa comme mesure préventive contre la propagation de la Covid-19 a été signé par le chef de l'exécutif local Attallah Moulati, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya.

"Entré en vigueur mercredi après-midi, l'arrêté de wilaya reste valide jusqu'à nouvel ordre", a-t-on indiqué de même source, ajoutant que cette décision intervient suite "à la propagation rapide du coronavirus et la complication de la situation épidémiologique" dans cette région.

La wilaya de Tébessa compte plusieurs

points de vente et marchés à bestiaux dont celui de la commune de Cheria (Sud-ouest de Tébessa), réputé pour être le plus grand marché de la région Est du pays et qui connaît, chaque année, un flux important d'éleveurs, d'acheteurs et de maquignons issus des différentes wilayas du pays, a-t-on souligné de même source, assurant que la décision de fermeture préventive et temporaire des marchés à bestiaux vise à préserver la santé des citoyens.

L'arrêté stipule également "la désignation de points spécifiques de vente de bétails dans plusieurs communes de la wilaya en prévision de l'Aïd El-Adha et ce, à compter du 25 juillet prochain", a signalé

la source. Ces espaces, devant ouvrir quotidiennement entre 07H00 et 14H00 seront soumis à un contrôle rigoureux et à des mesures préventives intransigeantes dans le but d'endiguer la propagation de la pandémie du coronavirus, a affirmé la même source, notant que "les contrevenants encourent des sanctions sévères".

Le chef de l'exécutif local avait ordonné, au cours de la semaine dernière, la suspension de la délivrance des actes de mariage à travers tous les services de l'état civil de la wilaya en sus de l'interdiction de l'organisation des fêtes de mariage par mesure de précaution et ce, pour à endiguer l'épidémie de la Covid-19.

CHAMPIONNAT D'ITALIE DE FOOTBALL

L'Inter Milan n'est plus sur le podium

Tenue en échec jeudi sur le terrain du Hellas Vérone (2-2) en clôture de la 31^e journée, l'Inter Milan n'est pas parvenue à reprendre la troisième place du championnat d'Italie, abandonnée la veille à l'Atalanta Bergame.

Battus à domicile par Bologne lors de la précédente journée, les Milanais traversent une période compliquée et se retrouvent donc en 4^e position, loin des ambitions du début de saison. Mais les positions en haut de classement restent resserrées. En tête, la Juventus a creusé un petit écart, avec sept longueurs d'avance sur la Lazio Rome.

Deux points derrière les Romains, on retrouve donc l'Atalanta (3^e), qui a battu la Sampdoria Gênes mercredi, et, encore une longueur derrière, l'Inter (4^e). Et lors de la prochaine journée samedi, le duel entre la Juventus et l'Atalanta pourrait encore faire bouger les lignes.

Jeudi à Vérone, l'Inter a mal débuté et mal fini. Dès la 2^e minute, Lazovic a ainsi ouvert le score pour le Hellas, auteur d'une bonne saison (9^e). Les Véronais ont ensuite tiré sur le poteau et eu de nombreuses occasions, sans réussir à mar-



quer. L'Inter n'a commencé à exister qu'à la demi-heure et a attendu la reprise pour égaliser, par Candreva après un tir sur le poteau de Lukaku

(49^e). Sur une nouvelle action de Candreva, DiMarco a ensuite marqué contre son camp (2-1, 55^e). Les Milanais semblaient alors en contrôle mais

ils ont petit à petit cédé du terrain. A la 86^e minute, ils en ont été punis par le but du 2-2, signé Miguel Veloso. **R.S**

MANCHESTER UNITED

Solskjaer espère conserver Pogba

L'entraîneur norvégien de Manchester United, Ole Gunnar Solskjaer, espère pouvoir voir l'international français Paul Pogba poursuivre sa carrière chez les "Red Devils", malgré les offres des grands clubs européens. "Je ne peux pas commenter les discussions entre les joueurs et le club, mais bien sûr, nous voulons garder les meilleurs joueurs. Je sais que depuis le rétablissement de Paul d'une blessure, il va de mieux en mieux. Il aime simplement son football et voyons où cela nous mène", a déclaré Solskjaer. Depuis la reprise de la compétition, Pogba est l'un des meilleurs joueurs de Manchester United. Ole Gunnar Solskjaer espère encore compter longtemps sur les services du milieu de terrain français. Ces derniers jours, la spéculation autour d'un départ du joueur vers le Real Madrid a été relancée par la presse espagnole.



FOOT / LIGUE 1 FRANÇAISE

Le calendrier de la prochaine saison dévoilé

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé jeudi le calendrier officiel de la Ligue 1 française, comptant pour la saison sportive 2020-2021.

A l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, la Ligue 1 fera son retour le week-end du 22-23 août prochain, a indiqué la LFP.

L'affiche de la première journée sera l'opposition entre Lille et Rennes, respectivement 4^e et 3^e de l'exercice écoulé, prématurément arrêté

à cause du Covid-19. Le champion de France en titre, le Paris Saint-Germain, lancera la saison en recevant au Parc des princes, le FC Metz le 23 août, pour une rencontre qui pourrait être reportée si le club de la capitale parvient à se qualifier en finale de la Ligue des champions, prévue le même jour.

Le match d'ouverture de la saison n'est pas encore connu, car la programmation TV n'a encore pas été effectuée pour cette journée, les finales de la Ligue des champions et de

la Ligue Europa étant respectivement programmées le dimanche et le vendredi.

Voici le programme de la 1^{re} journée:

Montpellier - Olympique Lyonnais
Paris SG - Metz
Marseille - Saint-Etienne
Lorient - Strasbourg
Lille - Rennes
Monaco - Reims
Nice - Lens
Dijon - Angers
Bordeaux - Nantes
Lorient - Strasbourg
Nîmes - Brest.

BASKET | Le Gréco-Américain Nick Calathes signe au FC Barcelone

Le meneur international grec Nick Calathes, qui évoluait au Panathinaïkos, va signer un contrat de trois ans avec le FC Barcelone, l'une des équipes majeures d'Euroligue, a annoncé jeudi le club catalan sur son site internet. Meilleur passeur de la dernière édition de l'Euroligue (9,1 passes décisives par match), le joueur de 31 ans né en Floride détient également le record du nombre de passes sur un match de play-offs (16). Il a effectué toute sa carrière en Grèce, hormis une saison en Russie (Lokomotiv Kouban-Krasnodar

en 2012-2013) et deux saisons en NBA avec les Memphis Grizzlies, entre 2013 et 2015. Calathes a remporté l'Euroligue en 2011, six championnats et quatre Coupes de Grèce avec le Panathinaïkos, ainsi qu'une Eurocoupe en 2013 avec Kouban. Cette saison, le FC Barcelone s'est incliné en finale du championnat d'Espagne contre Vitoria, précipitant le départ de son entraîneur, le Germano-Serbe Svetislav Pesic. Début juillet, l'entraîneur lituanien et légende du basket européen Sarunas Jasikevicius (44 ans) s'est engagé en faveur du FC Barcelone.

SPORT MILITAIRE

Report de la 3^e Coupe du monde de football militaire à 2021

Le Comité d'urgence du Conseil international du sport militaire (CISM) a reporté la 3^e Coupe du monde de football militaire à la fin de 2021 afin de préserver la santé de tous les militaires et minimiser les conséquences financières du Covid-19, a indiqué jeudi le secrétariat général de l'instance militaire.

A cet effet, le Comité d'urgence a décidé également de reporter les Jeux militaires mondiaux d'hiver à la fin de 2021 ou au

début de 2022, les Jeux des cadets à 2022 et les Jeux militaires des héros à 2022. Il a été décidé de la création d'un fonds de solidarité CISM pour soutenir les Etats membres qui ont annulé ou reporté un événement CISM. Pour aider les Etats membres en retard dans le paiement de leur cotisation, le Comité d'urgence a proposé de lever la surtaxe de 10% sur la cotisation lors du paiement après le 30 juin, selon un communiqué du CISM. Composé du prési-

dent du CISM, du secrétaire général, du trésorier général et des vice-présidents du CISM, le Comité d'urgence a été activé le 1^{er} avril 2020 et s'est réuni trois fois. "La situation sanitaire reste critique. Il existe un risque important que la crise sanitaire se développe dans certains Etats membres du CISM, tandis que d'autres peuvent être menacés et prendre des mesures pour prévenir ou subir une résurgence de la pandémie", a conclu la même source.

GYMNASTIQUE

Report du 83^e congrès de la Fédération internationale à 2021

Le 83^e congrès de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), initialement programmé du 23 au 25 octobre prochain à Antalya en Turquie, est reporté au mois d'octobre 2021, a annoncé l'instance sur son site officiel. "Le Comité exécutif (CE) de la FIG, réuni mardi par visioconférence, a pris cette décision après avoir consulté les fédérations nationales de gymnastique", a précisé le communiqué de l'instance. "Vu les perturbations importantes provoquées par la pandémie de COVID-19, nous devons accepter que la situation n'est pas la même dans tous les pays et donc nous n'allons pas priver une fédération de l'opportunité de faire entendre sa voix à l'assemblée générale", a tenu à justifier le président de la FIG, Morinari Watanabe. La FIG a précisé qu'en raison de ce report, les durées des mandats de tous les élus, à l'exception des membres du Tribunal d'appel, seront amendées pour se terminer le 31 décembre 2021 pour le cycle actuel et le 31 décembre 2024 pour le prochain cycle. Toutes les échéances liées à la préparation du congrès seront adaptées aux nouvelles dates. Ainsi, une nouvelle procédure de nomination des candidats aux élections sera lancée dès l'envoi des invitations. Toutes les candidatures précédemment reçues seront considérées comme nulles et les dossiers détruits.

TENNIS DE TABLE

Annulation de l'Open du Japon ITTF World Tour 2020

La Fédération internationale de tennis de table (ITTF) a annoncé sur son site l'annulation de l'Open du Japon 2020 pour des raisons liées à la pandémie de coronavirus (COVID-19). L'événement devait avoir lieu à Kitakyushu au Japon du 21 au 26 avril 2020, mais a été provisoirement reporté en raison du COVID-19. "Depuis lors, l'ITTF et l'Association japonaise de tennis de table (JTTA) avaient travaillé pour trouver de nouvelles dates appropriées pour l'événement vers la fin de l'année", a ajouté la même source. "Cependant, les restrictions de voyage en cours dans le monde n'ont pas permis de reprogrammer l'événement en 2020", a expliqué l'instance internationale. Il est à rappeler que la situation sanitaire actuelle a contraint l'ITTF, à l'instar de toutes les autres fédérations sportives internationales, à reporter ou annuler plusieurs grands événements sportifs.

FOOT / REPRISE DES COMPÉTITIONS

Mellal appelle la FAF à prendre une décision finale

Le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, a appelé jeudi à Tizi-Ouzou, la Fédération algérienne de football (FAF) à prendre une décision définitive concernant la reprise des compétitions, actuellement suspendues en raison de la pandémie de coronavirus.

S'exprimant lors d'un point de presse au siège du club, le président Mellal a interpellé le bureau fédéral de la FAF à "trancher la poursuite ou la suspension définitive du championnat national" lors de sa réunion qui se tiendra mercredi prochain. "Il faut prendre une décision", a-t-il déclaré, expliquant que la suspension actuelle des compétitions "fait perdre de l'argent chaque mois aux clubs, qui sont déjà déficitaires, et fait fuir les sponsors qui hésitent à aider les clubs faute de compétition, et donc de publicité pour eux". A ce titre, il a assuré qu'en cas de reprise, les "Jaune et Vert" sont prêts à disputer les huit journées restantes du championnat, malgré les quatre mois de confinement. "Nous avons déjà une équipe en place et un protocole médical performant et nous sommes prêts à reprendre la compétition", a-t-il dit.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports a indiqué jeudi qu'il a été décidé de ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, "conformément aux recommandations du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence impor-



tante au niveau mondial". Dans le cas où il sera décidé de suspendre définitivement la compétition, Mellal réclame de "procéder à l'épuration des affaires pendantes devant les instances judiciaires (affaire des écoutes téléphoniques du directeur général de l'ESS) et sportive (le Tribunal arbitral du sport pour MCA-USMA).

Dans le même sillage, Mellal a également lancé un appel aux instances sportives pour "venir en aide aux équipes qui vivent une situation difficile en raison de cette crise sanitaire, comme cela se fait

dans plusieurs pays au monde". "Tout est en stand-by, on ne peut rien faire tant qu'on n'est pas fixé sur l'issue de la compétition, ni négocier avec les joueurs, ni en libérer, ni recruter d'autres", a-t-il soutenu. Sur un autre registre et concernant sa condamnation par la justice mardi à deux mois de prison ferme et 20 000 DA d'amende suite à une plainte pour diffamation déposée par l'ancien président du club, Mohand-Cherif Hannachi, Me Meftah Larbi, du collectif d'avocats du club, a indiqué que Mellal fera appel de ce jugement.

"C'est un jugement de première instance contre lequel nous allons faire appel", a-t-il souligné.

La nouvelle direction "a fait face, à sa venue, à une situation financière difficile et réglé beaucoup de dettes envers des anciens joueurs et dirigeants du club héritées de l'ancienne direction", a soutenu, pour sa part, Mellal, faisant savoir que "les dettes de la JSK auprès des impôts dépassent le capital même du club".

R.S

JO-2020

Les athlètes "qualifiés et qualifiables" autorisés à reprendre les entraînements

Les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les prochains Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), sont autorisés à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection", a annoncé jeudi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). "La reprise des entraînements sportifs, avec le strict respect des mesures de protection générale et spécifique propres à chaque discipline, concerne, dans un premier temps, les athlètes qualifiés et qualifiables pour les JO de Tokyo", a indiqué le département ministériel dans un communiqué.

"Le Centre national de médecine du sport (CNMS) sera chargé de la mise en oeuvre du protocole sanitaire relatif aux athlètes suscités, en coordination avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19", précise le

R.S

MJS. L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du Covid-19. S'agissant des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, le MJS souligne qu'il a été décidé de ne pas autoriser leur reprise "pour le moment". La décision de la tutelle a été prise "conformément aux recommandations du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence importante au niveau mondial, et compte tenu des risques importants de transmission et de propagation du virus lors des regroupements, des contacts, des situations de promiscuité et des déplacements inhérents aux entraînements et aux compétitions quel qu'en soit leur nature".

AFRIQUE

Vers la mise en place d'un fonds permanent de soutien au sport

La Confédération africaine d'athlétisme (CAA) a révélé qu'elle travaillait sur la possibilité de mettre en place un fonds permanent de soutien au sport en général et à l'athlétisme en particulier, lui permettant de faire face à une situation sanitaire similaire à l'actuelle causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19). "Nous avons fait une proposition à l'Union africaine et à l'Association des académies nationales olympiques d'Afrique qui nous garantira que notre sport ne soit pas compromis si des catastrophes, comme celle que nous vivons depuis huit mois, se reproduisent", a indiqué le président de la CAA, Hamad Kalkaba Malboum. "A la CAA, nous sommes déterminés à mettre en oeuvre des mesures pour s'assurer que l'athlétisme sur le continent soit prêt à toute éventualité.

Au cours de cette pandémie, nous avons appris que nous devons mettre en place

une stratégie au cas où nous ferions face à une autre situation similaire à l'avenir. Nous devons également trouver des moyens de garantir et de maintenir les engagements avec les sponsors et les pays hôtes (de compétitions) en cas de force majeure", a-t-il expliqué. Avant d'ajouter qu'"une telle stratégie devrait inclure des conseils de scientifiques sur la façon dont les athlètes peuvent continuer à s'entraîner en cas de verrouillage". Le président de la CAA a reconnu que le Covid-19 a eu un impact significatif sur le sport en Afrique. Comme dans le reste du monde, toutes les activités ont été interrompues en raison des restrictions nationales. La seule exception était le Togo, où les athlètes de l'African Area Development Center ont pu continuer à s'entraîner car ils vivaient tous à l'intérieur du centre au stade national de Kégué.

R.S

JM ORAN-2022

Comité ad-hoc pour veiller à la conformité des structures sportives

Un comité ad-hoc a été mis en place par le Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) "Oran-2022", pour veiller à la conformité des infrastructures sportives concernées par l'événement, a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Le comité ad-hoc, qui préside le Secrétaire du COJM, Abdelkader Mäatah, est composé entre autres, des présidents des 12 commissions issues de l'instance chargée de l'organisation de la 19e édition des JM, a-t-on précisé.

Ayant déjà entamé ses travaux, le comité ad-hoc effectue fréquemment des visites sur le terrain. Ses membres constituent "un appui supplémentaire" pour les bureaux d'études concernés par le suivi des chantiers des différents équipements sportifs, aussi bien en cours de réalisation qu'en réhabilitation, a-t-on indiqué de même source. Profitant du décalage pour une année supplémentaire des JM à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs des JM tiennent à ce que les infrastructures sportives dédiées à la manifestation régionale soient en conformité avec les critères fixés par les fédérations sportives internationales concernées par les jeux, fait-on encore savoir.

Le comité ad-hoc, à travers ses premières sorties sur le terrain, a relevé quelques carences et transmis ses remarques aux bureaux d'études concernés, ce qui a permis, entre autres de refaire les études inhérentes à la réalisation du réseau d'éclairage au niveau du stade de football de 40 000 places du complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir-El-Djir, a-t-on indiqué. Le travail de suivi du comité ad-hoc contribuera pour l'occasion à offrir au pays des équipements sportifs modernes et conformes aux normes internationales, permettant d'accueillir à l'avenir des compétitions de haut niveau, selon les organisateurs. Outre les sites sportifs, le comité en question intervient également au niveau du parc hôtelier concerné par le rendez-vous méditerranéen, de manière à ce que les établissements retenus pour accueillir les délégations officielles, les journalistes ainsi que les visiteurs, répondent aux normes prescrites dans le cahier des charges du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), insiste-t-on de même source. La prochaine édition des JM, qui l'Algérie abrite pour la deuxième fois dans l'histoire après avoir accueilli l'édition de 1975 à Alger, est programmée du 25 juin au 5 juillet 2022. La cérémonie de clôture coïncidera avec la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de l'indépendance et de la fête de la jeunesse, rappelle-t-on.

R.S

INAUGURÉE À LA GALERIE MOHAMED-RACIM

Exposition rétrospective consacrée à une cinquantaine d'œuvres d'artistes

Une exposition collective d'art plastique se déroule actuellement à Alger et sera visible jusqu'au 31 juillet.

Une cinquantaine d'artistes plasticiens présentent leurs œuvres à Alger dans une exposition collective inaugurée à la galerie Mohamed-Racim, qui rouvre ses portes après trois mois de fermeture en raison de la pandémie de coronavirus.

Cette exposition rétrospective, réunissant une cinquantaine d'œuvres d'artistes plasticiens issus de différentes écoles d'art.

Le plasticien Kaci Moussa présente des tableaux dans lesquels il fait ressortir des éléments du patrimoine algérien à travers des motifs et signes berbères dans un contraste de couleurs "envoûtant".

Pour sa part, Ahmed Stanbouli imprime dans ses toiles, inspirées de dessins d'enfance, une "réflexion spirituelle" avec un trait spontané dans une palette de couleurs éclatantes, prédominées par le jaune.

Diplômée de l'école des Beaux-Arts, Hadjres Hadia, qui excelle dans le "maniérisme", un style artistique pour magnifier la gestualité, présente, quant à elle, trois tableaux dédiés à la femme, représentée à travers des silhouettes en vertical, tandis que Barbara Amokrane, artiste cubiste polonaise installée en



Algérie, dévoile des visages de femmes aux couleurs chatoyantes.

Noureddine Chegrane, célèbre, pour sa part, le signe et les symboles berbères dans ses toiles - déjà connues du public -, à travers lesquelles il met en valeur le patrimoine algérien, représenté par des signes figuratifs et des motifs abstraits dans un éclatement de couleurs "maîtrisé".

De son côté, Guemroud Madjid, met en avant "l'humain dans la ville" et les motifs traditionnels singulièrement berbères pour illustrer dans des plans en mouvement l'interaction entre les habitants

du Sud de la Méditerranée.

Toujours dans le registre du patrimoine, Smara explore, lui aussi, le patrimoine spirituel à travers des toiles aux couleurs de la terre (ocre) en utilisant des référents culturels comme la calligraphie et les signes, alors que Nadjem Nouicer opte pour le semi-figuratif pour ressortir à travers ses œuvres inédites, des visages décrits dans leurs souffrances et blessures.

Ammour Idris Lamine, alias Dokman, propose une rétrospective de ses toiles qui portent un regard sur la diversité culturelle du sud algérien en restituant la vie et l'animation

que suggèrent les fresques du Tassili.

Ses tableaux qui exploitent la richesse visuelle et picturale de l'Algérie, déclinée notamment à travers les signes et les tatouages, donnent à voir des visages et formes cubiques mettant en valeur ses traditions et ses paysages.

Pétri de la culture africaine, Dokman imprime dans son œuvre son "attachement" à la civilisation du continent noir comme il l'a illustré dans ses nombreuses toiles, réunies dans une exposition en 2019 intitulée "L'Algérie, porte de l'Afrique".

APS

CONCOURS "PRIX ALI MAACHI" POUR LES JEUNES CRÉATEURS

Installation du comité d'évaluation des œuvres des candidats

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda a présidé mercredi la cérémonie d'installation du comité d'évaluation des œuvres des candidats au concours du "Prix Ali Maachi" pour les jeunes créateurs. Présidé par l'enseignant universitaire, dramaturge et metteur en scène Abdelhalim Bouchraki, le comité est composé de 12 membres, dont la poétesse et écrivaine Djamilia Talbaoui, l'artiste plasticien et calligraphe Tayeb Laidi, l'enseignant universitaire spécialiste de cinéma et d'audiovisuel, Ahmed Chriki, le producteur et cinéaste Mounes Khemmar, le comédien Tahar Zaoui, le musicien et chef d'orchestre Lotfi Saïdi, et la chercheuse spécialiste dans les arts du spectacle, Dr Nawel Ferahia. A cet effet, la ministre de la culture a appelé les membres du comité à renoncer aux méthodes conventionnelles dans l'évaluation des œuvres, soulignant la nécessité de mettre en place de nouveaux concepts et d'apporter des propositions pour la relance de la créativité artistique en Algérie, en encadrant les jeunes talents.

APS

VENTE AUX ENCHÈRES

Près de 5 millions d'euros pour une rare œuvre monumentale de Calder

Une sculpture de l'artiste américain Alexander Calder, réalisée en 1963, a été adjugée à près de 5 millions d'euros lors d'une vente organisée par la maison Artcurial à Paris. Pendant 57 ans, ce stable, version fixe des mobiles du célèbre artiste américain, a décoré un village de vacances dans le sud de la France. Cette sculpture d'Alexander Calder, haute de 3,5 mètres, était estimée entre 2,5 et 3,5 millions d'euros. En acier peint en noir, ce stable a été créé par Calder en 1963 et a été installé six ans plus tard à l'entrée d'une résidence VVF (Village Vacances Famille) dédiée au tourisme social, près de Cannes. À l'époque, deux autres œuvres de Calder avaient été installées en France, au siège de l'Unesco à Paris, et devant un lycée de Grenoble (Isère).

AFP

PRIX LITTÉRAIRE

Le Point du Polar européen 2020 pour Abir Mukherjee

L'attaque du Calcutta Darjeeling, de l'auteur britannique Abir Mukherjee, remporte le prix du polar européen 2020 décerné par le magazine Le Point. Le prix aurait dû être remis en avril lors de la 16e édition du festival Quais du polar. Le livre se situe à Calcutta en 1919. A peine arrivé en Inde, où il a été muté après la fin de la Grande Guerre, le capitaine Wyndham doit enquêter sur le meurtre d'un haut fonctionnaire britannique, retrouvé mort dans une ruelle. Dans la bouche du cadavre, un billet invitant les Britanniques à quitter le pays. Abir Mukherjee est né en 1974 à Londres, est un romancier britannique d'origine indienne, auteur de roman policier historique. En 2017, il publie son premier roman, L'Attaque du Calcutta-Darjeeling (A Rising Man), premier volume d'une série mettant en scène le capitaine Sam Wyndham, ancien inspecteur de Scotland Yard qui faisait partie de la police impériale, et le sergent Surrender-Not (Surenranath) Banerjee. Cette série débute en 1919 à Calcutta. Avec ce roman, il est lauréat du Historical Dagger Award 2017.

R.C

"HOUROF EL JENNA"

Un spectacle de calligraphie arabe lumineuse

Le célèbre artiste plasticien algérien Hamza Bounoua a signé un spectacle de calligraphie arabe lumineuse dont la toile de fond sont les rues de la commune d'Alger centre.

Baptisé "Hourouf El Jenna" (Lettres de Paradis), ce spectacle qui sublime des photographies par la calligraphie arabe lumineuse vient relancer la scène culturelle en temps de Coronavirus, qui a paralysé toutes les activités culturelles en Algérie. Le spectacle riche en images artistiques réunit subtilement la sacralité de la lumière et l'authenticité de la calligraphie arabe dans un espace ouvert inanimé.

Ces illustrations lumineuses, qui habillent le

vide et l'obscurité de la ville d'Alger, font oublier un tant soit peu la conjoncture difficile que traverse l'Algérie et le monde entier.

Par ailleurs, ce travail artistique permet de véhiculer une image revalorisante de la capitale en mettant en exergue la beauté de son urbanisme et la singularité de son architecture en tant que ville méditerranéenne par excellence.

L'expérience servira certainement, via les réseaux sociaux et autres supports de communication, à la promotion de la ville d'Alger, dont la lumière a été pérennisée dans de nombreuses œuvres d'arts plastiques à travers les siècles.

ROYAUME-UNI

Des auteurs dénoncent "le conformisme idéologique"

Dans une lettre ouverte datée du 7 juillet, plus de 150 personnalités du monde de la culture dont Margaret Atwood, Salman Rushdie (algérien) Kamel Daoud ou J.K. Rowling, ont signé une lettre ouverte pour protester contre le "conformisme idéologique" et mettre en garde contre la "censure". "Le libre échange d'informations et d'idées, pourtant moteur d'une société libérale, est chaque jour plus restreint. Si nous nous y attendons de la part de la droite radicale, la censure se répand également plus largement dans notre culture : une intolérance des opinions opposées, une vogue pour la honte et l'ostracisme publics, et la tendance à dissoudre des questions poli-

tiques complexes dans une certitude morale aveuglante" écrivent les signataires. Pour appuyer leur dénonciation, les auteurs énumèrent ensuite la réalité de leur profession. "Des éditeurs sont licenciés pour avoir publié des articles controversés, des livres sont retirés pour leur prétendue inauthenticité, des journalistes se voient interdire d'écrire sur certains sujets, des professeurs font l'objet d'une enquête pour avoir cité des œuvres littéraires en classe, un chercheur est licencié pour avoir fait circuler une étude universitaire évaluée par des pairs et des responsables d'organisations sont évincés pour des erreurs parfois maladroites". Ils tiennent

également à alerter sur le fait que "la restriction du débat, qu'elle soit le fait d'un gouvernement répressif ou d'une société intolérante, nuit invariablement à ceux qui manquent de pouvoir et rend tout le monde moins capable de participer à la vie démocratique". Pour finir, les signataires rappellent la nécessité de préserver la possibilité d'un désaccord avec leur hiérarchie "sans conséquences désastreuses" sur leur vie professionnelle. "Si nous ne défendons pas la chose même dont dépend notre travail, nous ne devrions pas attendre du public ou de l'État qu'il la défende à notre place" concluent-ils.

REUTERS

MAURITANIE

L'ex-président Aziz ignore la convocation d'une commission

L'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz n'a pas répondu jeudi à la convocation d'une commission parlementaire devant faire la lumière sur des dossiers pendant ses années de pouvoir, a annoncé cet organe.



M. Aziz, au pouvoir de 2008 à 2019, avait déjà refusé la lettre le convoquant jeudi devant cette commission d'enquête parlementaire de neuf membres constituée en janvier, avait indiqué mercredi une source parlementaire proche du dossier.

"Il n'est pas venu à notre convocation. Les anciens présidents ne sont pas au dessus

NIGERIA

35 morts dans l'attaque terroriste contre un convoi militaire

Trente-cinq (35) soldats nigériens ont été tués et 30 autres sont toujours portés disparus suite à l'attaque terroriste contre un convoi militaire mardi dans le nord-est du Nigeria, selon un nouveau bilan cité jeudi par des sources sécuritaires. Des terroristes ont "tendu une embuscade sur une route de l'Etat du Borno, faisant 35 soldats tués, 30 disparus et 18 blessés", a déclaré jeudi une source militaire citée par des médias. Les soldats ont été attaqués mardi à une quarantaine de kilomètres de la grande ville de Maiduguri, berceau du groupe terroriste Boko Haram. Un précédent bilan de cette attaque faisait état de 23 soldats tués.

de la loi et peuvent bien être auditionnés", a déclaré jeudi le porte-parole de la commission Lemrabott Ould Ben-nahi, lors d'un point de presse.

La commission a le droit d'"user de la force pour ame-

ner et entendre toute personne interrogée par elle, comme c'est le cas d'ailleurs pour la Haute cour de justice et pour les tribunaux ordinaires".

L'Assemblée nationale doit maintenant prendre en plé-

nière "une résolution pour soit laisser tomber l'affaire, soit faire une mise en accusation pour son jugement par la Haute cour de Justice", a indiqué le professeur de droit et constitutionnaliste, Lo Abdoul Gourmo.

CÔTE D'IVOIRE/ PRÉSIDENTIELLES

Une nouvelle candidature de Ouattara envisagée

Le parti du président ivoirien Alassane Ouattara envisage une candidature du chef de l'Etat à un troisième mandat après la mort du Premier ministre qui avait été investi comme candidat, a affirmé jeudi un des dirigeants du parti.

"Toutes les options sont sur la table, y compris une nouvelle candidature du président Ouattara", a déclaré Adama Bictogo, directeur exécutif du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), à son arrivée à une réunion du conseil politique du parti.

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est décédé mercredi à 61 ans, des suites de problèmes cardiaques, plongeant le parti présidentiel dans une crise inattendue à trois mois et demi de la présidentielle.

"Une candidature, ça se prépare", mais "nous sommes prêts, le parti est organisé sur

le terrain, le maillage est établi", a affirmé M. Bictogo, précisant que l'heure était aux obsèques du Premier ministre, qui devraient avoir lieu la semaine prochaine et durer plusieurs jours.

Elu en 2010, puis réélu en 2015, Alassane Ouattara, 76 ans, avait annoncé en mars ne pas vouloir se représenter, puis fait investir comme candidat Amadou Gon Coulibaly.

La Constitution ivoirienne limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Le Chef de l'Etat et ses partisans estiment cependant que le changement de Constitution en 2016 (après sa réélection) lui donne légalement le droit de se présenter, mais l'opposition soutient que l'esprit de la Constitution le lui interdit. En mars, le président Ouattara avait annoncé "solennellement" ne pas vouloir briguer un troisième mandat afin de "transférer le pouvoir à une jeune génération".

JAPON

Washington approuve la vente de 105 avions furtifs F-35

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi avoir approuvé la vente de 105 avions furtifs F-35 au Japon, pour un montant estimé à 23,11 milliards de dollars. Le Japon avait demandé à acquérir 63 F-35A, la version traditionnelle de cet avion chasseur bourré d'électronique destiné à l'armée de l'air, et 42 F-35B, la version à décollage court et atterrissage vertical destinée aux porte-avions, a rappelé le département d'Etat dans un communiqué. La diplomatie américaine a décidé d'accorder son feu vert à cette transaction qui "renforcera la sécurité d'un allié majeur" dans la région Asie-Pacifique, note le communiqué. "Il est dans l'intérêt vital des Etats-Unis d'aider le Japon

à développer et maintenir une capacité d'auto-défense solide et efficace", ajoute le département d'Etat. Face notamment à la modernisation rapide de l'armée chinoise, le Japon a décidé d'acquérir 105 F-35A au total au cours de la prochaine décennie, outre les 42 F35-B. Le gouvernement japonais a approuvé fin 2018 un plan de défense quinquennal comprenant l'entrée dans l'arsenal de deux porte-avions, une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le budget de défense japonais 2020/2021 atteint le montant record de 50,3 milliards de dollars, notamment pour financer l'achat de ces F-35 américains.

RDC

Au moins un mort par balle dans des marches interdites

Au moins une personne a été tuée jeudi en République démocratique du Congo lors des marches interdites lancées à l'appel du parti du président Félix Tshisekedi, a-t-on indiqué de sources hospitalière et onusienne. Un manifestant a été tué à Lubumbashi (sud-est), d'après ces deux sources. "Le corps a été acheminé à la morgue de l'hôpital de référence de Sendwe", a déclaré un responsable du Bureau des droits de l'homme de l'ONU dans le pays, cité par l'AFP. "Le corps d'un jeune de 32 ans qui a reçu une balle a été déposé ici à la morgue", a confirmé une source hospitalière.

CORÉE DU SUD

Le maire de Séoul retrouvé mort

Le maire de Séoul Park Won-soon a été retrouvé mort quelques heures après que sa fille ait signalé sa disparition, a annoncé, jeudi, la police de la capitale sud-coréenne. M. Park avait quitté son domicile après avoir prononcé ce qui ressemblait à "ses dernières paroles", a expliqué la police, citée par l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. La police a précisé, dans un communiqué, qu'elle a été avisée de la disparition du maire de Séoul, notant qu'elle avait commencé à rechercher le responsable de la capitale. Pour sa part, le bureau du maire a fait savoir que M. Park ne s'est pas rendu à son lieu de travail jeudi. Longtemps considéré comme un candidat potentiel à l'élection présidentielle en Corée du Sud, M. Park a été élu maire de Séoul en 2011 et a obtenu son troisième et dernier mandat en juin de l'année précédente.

RUSSIE-ISRAËL

Le plan d'annexion provoquera une nouvelle vague de violences

Une tentative israélienne d'étendre certaines parties de la Cisjordanie occupée provoquera une nouvelle vague de violences dans la région, a déclaré, jeudi, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. Une telle tentative mettra également un terme aux perspectives d'une solution à deux Etats, a-t-elle indiqué au cours d'un point de presse hebdomadaire. Selon elle, de nombreux pays ont une attitude critique à l'égard du projet israélien d'annexer certaines parties de la Cisjordanie occupée. La Russie soutient la solution à deux Etats au conflit israélo-palestinien dans le cadre légal international, a souligné Mme Zakharova. La Russie estime qu'il est nécessaire de rapidement reprendre les négociations directes entre Israël et les Palestiniens sous les auspices des Nations Unies, a-t-elle ajouté.

ONU/CRISE LIBYENNE

Appels à la fin des ingérences étrangères

La réunion du Conseil de sécurité de l'Onu sur la crise en Libye a été marquée notamment par des appels accentués à la fin des ingérences étrangères et le retour à la table du dialogue, seule voie menant à un règlement pacifique de la situation dans ce pays.

A la faveur de cette rencontre, l'Algérie a réitéré sa position consistant à trouver une solution politique à la crise basée sur le respect de la souveraineté et l'unité du peuple libyen ainsi que de l'intégrité territoriale de la Libye. Intervenant lors d'une réunion par visioconférence du Conseil de sécurité à New York sur la crise libyenne, mercredi, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réitéré la position de l'Algérie en faveur d'une solution politique à la crise libyenne et appelé "toutes les parties régionales et internationales concernées par la question libyenne à intensifier les efforts pour trouver une solution à la crise à même de garantir l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye".

A ce propos, le ministre a mis en avant l'approche de l'Algérie, à laquelle adhèrent toutes les parties libyennes, et qui est "basée sur l'arrêt de l'effusion du sang, le dialogue comme seule et unique voie de règlement de la crise conformément à la légalité internationale et aux conclusions de la Conférence de Berlin et dans le respect total de la volonté souveraine du peuple libyen".

Le ministre a mis en exergue particulièrement la contribution de l'Union africaine (UA) au règlement de la crise libyenne en établissant en janvier une feuille de route en vue d'organiser, durant l'année 2020, une conférence inter-libyenne.

Lors de cette même réunion, regroupant les participants à la Conférence de Berlin (janvier 2020), le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a dénoncé, pour sa part, "un niveau sans précédent d'ingérences étrangères" en Libye, appelant la communauté internationale à "saisir toutes les opportunités pour débloquent l'impasse politique". Il a noté que depuis le 10 juin, "la situation sur les lignes de front est dans l'ensemble calme. C'est-à-dire, depuis que les forces du Gouvernement d'union national libyen (GNA), reconnu par l'ONU, se trouvant à 25 kilomètres de Syrte, a-t-il expliqué. Toutefois, l'ONU est très préoccupée par "l'accumulation alarmante de moyens militaires" autour de cette ville, () en violation de l'embargo sur les armes des Nations unies, des résolutions du Conseil de sécurité et des engagements pris lors de la



Conférence de Berlin sur la Libye, a indiqué M. Guterres. De son côté, le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil de sécurité, a proposé de créer "une zone démilitarisée" autour de la ville de Syrte "à défaut d'un accord de cessez-le-feu durable". Présent également à cette réunion, le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Abu Al-Gheit, a appelé à "la reprise du dialogue national entre Libyens leur permettant de parvenir à un règlement de la situation dans le pays avec ses voies de sécurité politique et économique. Pour sa part, Dang Dinh Quy, chef de la Mission permanente du Vietnam auprès de l'ONU, a appelé toutes les parties prenantes en Libye à "cesser immédiatement les combats et à reprendre les négociations de paix dans ses volets politique, militaire et économique".

Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, Guterres, a reconnu qu'"un représentant de l'ONU faciliterait grandement les efforts de la Mission d'appui des Nations unies en Libye". A ce titre, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a dit : "Nous espérons que le SG de l'ONU aura enfin son mot à dire sur cette question, et avec notre soutien et le soutien de la communauté internationale, et celle des Etats voisins, (), un bon signal pour la reprise tant attendu".

Une reprise "nécessaire" de l'avis du diplomate vietnamien, Dang Dinh Quy.

En mai, un rapport d'experts de l'ONU a confirmé la présence en Libye de mercenaires étrangers, mais souligne ne pas "être en mesure de vérifier de manière indépendante l'importance de leur déploiement ni d'identifier leurs origines, encore

moins de savoir leur financement". Toutefois, une chose est sûre, selon la Compagnie nationale libyenne (NOC), de nombreux sites pétroliers sont bloqués depuis janvier. Son patron, Mustafa Sanalla, a dénoncé "les tentatives de pays étrangers d'empêcher la reprise de la production pétrolière". La NOC s'est dit récemment préoccupée par l'entrée d'hommes armés étrangers "mercenaires", sur un des plus importants champs pétroliers du pays, al-Charara.

A cet égard, l'ensemble des participants à la réunion de mercredi du Conseil de sécurité ont souligné l'impératif de mettre fin aux "ingérences étrangères", au "débordement d'armes", et exigé le "départ de toutes les forces étrangères et les mercenaires des terres libyennes", un état de fait qualifié "d'absurdité cynique".

R.I.

CAMPS DES RÉFUGIÉS SAHRAOIS

La Commission européenne dément la présence du Coronavirus

La Commission européenne a apporté jeudi un vigoureux démenti aux allégations infondées colportées par l'eurodéputée belge Frédérique Ries, sur une soi-disant situation sanitaire "déplorable" au niveau des camps de réfugiés sahraouis, soulignant que "les mesures sanitaires en place se révèlent efficaces" puisqu'aucun cas de Covid-19 n'est signalé.

Dans cette réponse, qui ne souffre d'aucune ambiguïté, publiée sur le site du Parlement européen et référencée "E-002030/2020", le Commissaire européen à la Gestion des Crises, Janez Lenarcic, a affirmé que "jusqu'à présent, les mesures sanitaires en place se révèlent efficaces puisqu'aucun cas de Covid-19 n'est signalé dans les camps sahraouis".

Avant d'expliquer que "des mesures de prévention et de confinement ont été prises pour éviter la propagation de la Covid-19. Le 7 mars 2020, les autorités sahraouies ont imposé une quarantaine obli-

gatoire à toutes les personnes entrant dans les camps". Evoquant également les efforts des autorités et de l'armée algérienne, M. Lenarcic a précisé que "les autorités algériennes (en coopération avec les autorités sahraouies) ont imposé un cordon sanitaire aux camps le 18 mars 2020", opposant ainsi un démenti formel à une prétendue responsabilité des autorités algériennes face à "des conditions alarmantes". "L'armée algérienne a, en outre, installé un hôpital militaire entièrement équipé de matériel et de dispositifs médicaux destinés à la lutte contre la Covid-19", a-t-il mis en exergue.

Autant dire que ce démenti catégorique à la question téléguisée de la recue du Maroc au sein du parlement européen, dont la soudaine sollicitude à l'égard du peuple sahraoui dans le contexte du Covid-19, n'a pas réussi à berner la Commission européenne.

Et pour cause : cette institution

européenne avait déjà eu à traiter avec cette ancienne vice-présidente du groupe d'Amitié Union Européenne-Maroc et membre de la fondation pro-marocaine basée à Bruxelles (EuroMedA), dans le cadre d'une autre question tendancieuse visant à réduire l'aide humanitaire de l'UE aux réfugiés sahraouis. La réponse cinglante de l'exécutif européen, dont le maître-mot est "efficacité", est venue doubler des desseins malveillants, poursuivis dans plusieurs capitales diplomatiques, dont Genève en particulier, en vue de réduire l'aide humanitaire accordée au peuple sahraoui.

Il y a lieu de souligner que cette réponse catégorique du commissaire Lenarcic, qui est une véritable gifle pour les véritables instigateurs de cette tentative désespérée, a été publiée concomitamment à une autre réponse écrite de la Commission européenne, en date du 09 juillet 2020, confirmant la gestion efficace de la crise sani-

taire par les autorités sahraouies, en réponse à une sollicitation de l'eurodéputée portugaise, Mme Sandra Pereira. Le Commissaire Lenarcic a, par ailleurs, expliqué que "la Commission suit de près la situation épidémiologique dans les camps sahraouis", précisant que "le dialogue avec les autorités algériennes, y compris la réaction à l'épidémie de Covid-19, est mené par l'intermédiaire de la délégation de l'UE en Algérie".

"Pour évaluer les besoins humanitaires dans les camps de Tindouf, la Commission passe également par l'intermédiaire de ses partenaires de mise en œuvre, comme le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés", a relevé la commission dans la même réponse. Evoquant l'implication de l'UE en faveur des réfugiés sahraouis, le responsable européen a indiqué que "la Commission a débloqué près de 500 000 euros pour renforcer les services d'urgence dans les établisse-

ments hospitaliers locaux et installer des dispositifs de lavage des mains". M. Lenarcic a aussi fait référence à la gestion concertée de la crise sanitaire en ajoutant qu'"à la mi-mars 2020, la Commission a pris contact avec ses partenaires, les institutions spécialisées des Nations unies et les organisations internationales non gouvernementales (ONG), qui travaillent sur des projets financés par la Commission pour s'assurer que la préparation à la flambée de Covid-19 fait partie des mesures en faveur de la population sahraouie". "Les institutions spécialisées des Nations unies et les ONG ont mis en place des procédures pour détecter, isoler et traiter les personnes contaminées. Une campagne de sensibilisation est en cours pour informer la population. Des équipements de protection individuelle et des médicaments ont été commandés et stockés", a-t-il fait savoir.

R.I.

Plate-bande	Spécialités de Saint-Claude	Macaques de l'Inde	Arrose Passau	Protège des obus	Sa capitale est Zagreb	Port de la Rome antique
Bénéficiaires	La marque aux chevrons	Créateur	L'Irlande	Labyrinthes		Total
Grosses canalisations					Jouissent	
Corrompre				Qui a perdu sa superbe	Brancards	
Prénom de Lupin				Sentiment à partager		
Travail institué en 1943		Véhicule	Parente	Une institution internationale		Reptile
Chambre haute	Monnaies du Moyen-Age			Certains sont à tisser		
Turlupiner				Pays le plus vaste au Monde		
			Petite brise		Einsteinium	Floue
Obtempérer	Carte sur table			Ne fait rien	Revu	
	Trouble			Vieux do	Peuple de l'Afrique de l'Ouest	
			Évaluer le pour ou le contre			
Fauteur de troubles			Beaux paysages		Condition	
Abasourdis			Interruption d'un processus		Logo de Peugeot	
				Lecteur invétéré	Il capitula à Appomattox	
Pour unir		Suscitai			Petit singe américain	
Tranche d'opéra		Suspension de la respiration				Mourut avec Marcel Cerdan (Ginette)
			Chevalier du Tonnerre	Fils mignon		
Bande d'anarchistes	Tout recousu				Fils d'Aphrodite	
	Parole de Dieu			Géants de légende	Ornementée	
				Trou dans le fromage		Compris
				Loupée		Tombe froidement
Côté d'une pièce	Fous furieux					
	Coquillage comestible				Trompés	
			Se bidonna (se)		Poids de plus en plus lourds	
Chlore		Il manque d'intelligence	Petite science du vivant			Tombe le soir
Clochettes alpestres		Initiales pieuses		De très bonne humeur		
				Instrument		
Maladroit				Lieu inhospitalier		

21h10 Fort Boyard



Pour cette 31ème saison, le Père Fouras a mis les bouchées doubles pour protéger encore mieux son trésor.

21h09 Annabelle : la maison du mal



Deux jeunes femmes confient à Ed et Lorraine Warren, Annabelle, une poupée étrangement liée à des événements violents.

21h08 SOS la maison est hantée !



L'équipe se rend à Hull, où le propriétaire d'une maison a été si effrayé par les esprits qui hantent sa demeure.

2 STARMANIA

Bella Hadid accuse Instagram de l'avoir censurée sur la Palestine



Bella Hadid est très en colère contre Instagram et la top n'a pas hésité à demander des comptes au réseau déteu par Mark Zuckerberg. En cause, une story qui a été censurée par le réseau, mettant en avant un non-respect des règles du site. Dans ce post, on pouvait voir le passeport américain de son père avec écrit en légende : « Mon baba et son lieu de naissance la Palestine ».

De fait, Bella Hadid a questionné aussi sec le réseau, comme l'a relayé Elle. « Instagram, quelle partie exactement de la fierté que j'ai du lieu de naissance de mon père, la Palestine, est du "harcèlement, une agression, un contenu graphique ou de la nudité" ? », a-t-elle demandé dans une autre story affichant le message du réseau lui indiquant que sa publication avait été supprimée. On pouvait en effet y lire que le post avait été censuré car signalé comme étant « du harcèlement ou une agression » et que le site tient à ce que leur « communauté se sente respectée et en sécurité ». Et Bella Hadid d'ajouter : « Ne sommes-nous pas autorisés à être Palestiniens sur Instagram ? Pour moi, ça c'est une agression. Vous ne pouvez pas effacer l'histoire en réduisant les gens au silence. Ça ne marche pas comme ça. » Dans une autre story, Bella Hadid a ensuite demandé à Instagram si la plateforme souhaitait que son « père change son lieu de naissance sur son passeport » en publiant à nouveau une photo de la pièce d'identité. Pour finir, toujours avec la même pièce d'identité, Bella Hadid a conclu : « Je suis fière d'être Palestinienne. Tout le monde devrait poster où leur père et leur mère sont nés aujourd'hui ! Rappelez-leur combien vous êtes fiers d'où vous venez !!! ».

21h05 Mongeville et Magellan : Un amour de jeunesse



Delphine, commissaire d'une exposition de peinture, est introuvable...

20h50 Héliopolis, la cité solaire des pharaons



C'est à l'emplacement actuel du Caire que se trouvait Héliopolis, surnommé la ville du soleil.

21h05 Tom et Jerry et l'anneau magique



Tom est désormais l'animal de compagnie d'un jeune magicien prénommé Chip qui habite un manoir délabré.

LA NATION

Quotidien National d'Information.
Edité par SARL «NATION EDITION»
Capital social de 100 000,00 Da
Directeur Général

Responsable de la publication
Omar ATTIA

Impression

Centre : SIA
EST : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution

Centre : La Nation
EST : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités contacter
ANEP 1 rue Pasteur Alger Centre

Tel/ Fax : 023 50 80 05

Siège de la rédaction

03, rue Ali Boumendjel, Square Port Said,
Alger Centre
Tel/ Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL
005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation



Alger 29°
Tiaret 33°
Constantine 31°
Tizi Ouzou 29°
Bejaia 28°

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

La gestion de la crise sanitaire sous la loupe

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé jeudi la création d'un panel indépendant d'experts afin d'établir "une évaluation honnête" de la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et permettre de "prévenir de telles tragédies dans le futur".



"Je suis fier d'annoncer que l'ancienne première ministre Helen Clark (Nouvelle-Zélande) et l'ancienne présidente Ellen Johnson Sirleaf (Liberia) ont accepté de coprésider le comité d'évaluation, que nous appelons le panel indépendant pour la préparation et la réponse aux pandémies", a annoncé le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, devant les diplomates des Etats membres. "Je ne peux imaginer deux personnalités plus indépendantes

pour faire cette évaluation honnête et nous aider à comprendre ce qui s'est passé ainsi que ce que nous devrions faire pour éviter de telles tragédies dans le futur", a-t-il déclaré. Depuis le début de la crise sanitaire fin 2019, l'OMS a été critiquée dans sa réponse, tardant notamment de recommander le port du masque. L'Organisation sanitaire mondiale a notamment été accusée par les Etats-Unis d'avoir tardé à déclarer l'état d'urgence sanitaire mondiale après l'apparition du nouveau

coronavirus en Chine. Les Etats-Unis, l'un des principaux contributeurs au budget de l'OMS, ont officiellement notifié mardi leur retrait de l'organisation. "Les divisions entre nous donnent l'avantage au virus" et "nous ne pourrions pas vaincre la pandémie si nous sommes divisés", a estimé le docteur Tedros, dans une réponse aux Etats-Unis. "La plus grande menace à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas le virus lui-même, mais le manque de leadership et de solidarité", a-t-il dit.

Feux de forêts: Plus de 1.888 ha détruits en une semaine

Une superficie totale de plus de 1.888 hectares a été parcourue par les feux de forêts durant la semaine allant du 2 au 8 juillet, a indiqué jeudi la Direction générale des forêts (DGF) dans un communiqué. Ainsi, il a été enregistré 183 foyers ayant parcouru une superficie totale de 1.888,41 hectares (ha) se répartissant entre 776,84 ha de forêts, 475,26 ha de maquis et 636,31 ha de broussaille, soit une moyenne de 7 foyers/jour et une superficie de 10,31ha/foyer, précise la même source. La DGF indique que les wilayas les plus touchées par les feux de forêts sont Béjaia avec 607,50 ha et un total de 23 foyers, suivie de Tizi-Ouzou (561 ha, 41 foyers) et de Sétif (340,50 ha et 12 foyers). Durant la

période allant du 1 juin au 8 juillet, il a été enregistré 451 foyers d'incendie ayant parcouru une superficie totale de 2.770,74 ha affectant 973,07 ha de forêts, 766,30 ha de maquis et 1.031,37 ha de broussailles, soit une moyenne de 12 foyers/jour et une superficie de 6,14 ha/foyer. Selon la DGF, le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts, mis en place depuis le 1er juin 2020 sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre prochain. En raison des risques persistants durant cette période, la DGF fait appel aux citoyens, notamment aux populations riveraines, d'observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan d'alerte et de la prévention.

HORAIRE DES PRIÈRES

Sobh	Dohr	Asser	Maghreb	Icha
03:28	12:45	16:35	20:08	21:44

Tissemsilt : Décès du moudjahid Sadek Mehenni dit Si Rachid

Le moudjahid Sadek Mehenni, dit Si Rachid, est décédé mercredi soir à son domicile familial à Tissemsilt à l'âge de 84 ans. Le corps du défunt moudjahid Si Rachid a été inhumé jeudi matin au cimetière de Sidi El Houari, dans la ville de Tissemsilt, en présence de moudjahidine venus de plusieurs communes de la wilaya, de ses proches et de citoyens. Né le 9 mars 1936 dans la commune de Beni Chaib, le regretté moudjahid avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1957 dans les zones 1, 2 et 3 de la Wilaya IV historique durant la glorieuse guerre de libération nationale. Il fut un des chefs d'élite qui participèrent à de nombreuses opérations militaires dans la région de "Bab El Bekkouche", dans la commune de Lardjem, et à la destruction d'un centre militaire de l'armée coloniale française à "Sidi Lahcen" (commune de Sidi Abed) dans la nuit du 23 avril 1960, au cours de laquelle les moudjahidine ont saisi des armes et des munitions, a-t-on évoqué.

Chlef: un jeune meurt électrocuté à Oum Drou

Un jeune a trouvé la mort électrocuté à son domicile sis à la commune d'Oum Drou (6 km à l'est de Chlef), a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication de la Protection civile. Les unités de la Protection civile sont intervenues vers 01H20 pour évacuer le corps sans vie d'une personne décédée par électrocution à son domicile sis dans la localité de Bourouis, commune d'Oum Drou. La victime âgée de 15 ans a été transférée à la morgue de l'Établissement public hospitalier "Ouled Mohamed", a conclu la même source.

BORD BOU ARRERIDJ :

Un homme de 107 ans se rétablit du coronavirus

Un homme âgé de 107 ans s'est rétabli du coronavirus et a quitté jeudi l'Établissement public hospitalier (EPH) de Bordj Ghédir (Bordj Bou Arreridj) où il était hospitalisé, apprend-on auprès de la direction locale de la santé et de la population. "Le vieil homme né en 1913 et habitant à Bordj Bou Arreridj, avait été admis à l'hôpital de Bordj Ghédir le 30 juin suite à une infection pulmonaire aigue et les tests qu'il avait subi avaient

confirmé son infection par la Covid-19", précise-t-on de même source. "Placé en isolement sous surveillance médicale, ce centenaire a subi des examens réguliers et les résultats de ces derniers tests ont été négatifs lui permettant de quitter l'hôpital jeudi ce qui a suscité la joie de ses proches", ajoute-t-on, avant de relever que le concerné sera placé sous observation dans le cadre du programme de confinement à domicile.

EL-BAYADH :

Saisie de plus de 5 quintaux de kif traité

Une quantité de cinq (5) quintaux et 17 kilos de kif traité a été saisie à El-Bayadh, a-t-on appris jeudi des responsables des Douanes algériennes de la wilaya. Cette opération a été menée mercredi vers une heure du matin au niveau d'un tronçon de la route nationale 6 (RN6) reliant les communes d'Arbaouat et Labiodh Sidi Cheikh, à l'extrême sud de la wilaya, a-t-on précisé de même source. La quantité de kif a été interceptée au niveau du tronçon indiqué où étaient postés des douaniers des brigades de La-

biodh Sidi Cheikh, d'El-Bayadh, de Boussemghoune et de Brezina, a-t-on expliqué. La drogue a été découverte à l'intérieur d'un véhicule tout-terrain dont le conducteur a pris la fuite à la faveur de l'obscurité, a-t-on signalé, ajoutant que la recherche du suspect se poursuit et qu'une enquête approfondie a été lancée autour de cette affaire.

Les brigades des Douanes d'El-Bayadh ont procédé, en début de semaine, à la saisie de plus de 5 quintaux de kif à Brezina, au sud de la wilaya.

SIDI ABDELLAH (SITE LPP 2000 LOGEMENTS)

Retrait des attestations d'affectation du à partir de demain

L'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a invité l'ensemble des souscripteurs au site 2.000 logements promotionnels publics (LPP) de Sidi Abdellah à télécharger leurs attestations d'affectation du site électronique de l'entreprise à partir de demain, a indiqué jeudi un communiqué de l'ENPI.

Les souscripteurs peuvent dès dimanche 12 juillet télécharger leurs attestations d'affectation (Q12) depuis le site électronique www.enpi.dz, a précisé le document.

Le P-dg de l'ENPI, Hafedh Soufiane avait effectué, récemment, des

visites de travail et d'inspection au niveau de nombre de chantiers sur le territoire national en vue de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Le P-dg a écouté, lors de ces visites, les préoccupations des souscripteurs, tout en instruisant de les prendre en charge et d'accélérer la cadence des travaux pour livrer les projets dans les délais impartis.

Mettant l'accent sur la nécessité de pallier les lacunes objet de plaintes des souscripteurs, M. Hafedh a instruit les entrepreneurs de parachever les travaux d'aménagement extérieur.